

Pretoria : « Qui a peur de qui ? »

Tribune – Opinions – Ben – 24/04/10

Andry Rajoelina ne peut pas refuser de se rendre à Pretoria car c'est la rencontre de la dernière chance comme il l'avait lui-même déclaré. Et puis il avait déjà fait part de cette invitation du président Jacob Zuma et de la France qu'il avait accepté. Il ne va tout de même pas changer d'avis à chaque fois ; il ne va pas renier sa parole encore une fois car même ceux qui le soutiennent et qui pensent encore du bien de lui, finiront alors par le détester et ne plus lui accorder aucune confiance.

D'après le communiqué conjoint franco-sud africain, il est davantage question, lors de cette réunion de Pretoria, de finaliser un accord dont les principaux éléments sont déjà acquis. Si Andry Rajoelina a surtout évoqué les élections et le gouvernement d'union nationale, le communiqué conjoint n'est pas plus précis. Ces principaux éléments sont-ils réduits à ces deux volets ? Ce qui est peu probable car personne n'est sans savoir que quasiment tout le pays et toutes les mouvances réclament une conférence nationale ; même des membres de la mouvance Rajoelina la revendiquent pour retrouver la paix sociale. Donc il ne peut pas s'agir uniquement de signature mais également de discuter et de définir des modalités d'inclusivité et de consensualité, des méthodes, des processus et des dates ou une autre feuille de route.

En fait, Andry Rajoelina a peur, non pas de rencontrer Marc Ravalomanana et les autres chefs de mouvance mais il a plutôt peur de son retour au pays. Il a peur que le scénario du retour de Maputo I ne se reproduise. Il a peur que les accords qu'il va signer ne conviennent pas à son entourage politique, aux membres de la HAT, ou aux forces armées ou aux extrémistes de sa mouvance. De retour de Maputo I, il avait crié victoire mais il a vite déchanté car son conseil politique a vite démonté le piège dans lequel il se serait fait prendre lui-même, étant d'après ce conseil politique néophyte dans le sérail.

Peut-être a-t-il peur lui aussi que ceux qui restent au pays lui interdisent de rentrer comme il l'a fait contre les trois autres délégations à l'issue de Maputo III, car signer un accord préparé et ficelé par la France ne signifie rien d'autre pour certains que la soumission ou l'allégeance pour ne pas dire la trahison à l'égard de la nation souveraine. En tout cas, ils ne sont pas rares ceux qui voient en Andry Rajoelina un valet de la France, autant Marc Ravalomanana serait le valet des Etats-Unis.

Comment doit-on comprendre les indiscretions qui font croire que toutes les correspondances et suggestions d'Andry Rajoelina dans la recherche de solution à la crise passeraient par Paris qui les transmettraient à Jacob Zuma et à l'Union africaine ou au Groupe international de contact ? Des « souverainistes » ou des « nationalistes » ne s'empêchent pas de qualifier les deux principaux protagonistes de la crise de bonnet blanc, blanc bonnet et ne souhaitent en cachette que leur exil pour laisser le peuple malgache trouver seul la voie de sortie de crise par la conférence nationale d'abord pour se réconcilier et repartir sur de nouvelles bases. De l'avis de cette opinion relativement répandue, les deux protagonistes sont depuis quelques mois devenus les facteurs de blocage. Entreprendre dans le contexte actuel des élections avec un organe tel le CENI de l'heure, ne signifierait que précipitation et ne conduirait qu'à des contestations dans la durée pour finir par déclencher une autre crise.

Des esprits qui s'attendent à être qualifiés de tordus, de gauchistes ou de francophobes, se référant à la littérature des anti-françafrique, remarquent que la Françafrique a depuis quelques temps changé de stratégie. Aux interventions armées de « mercenaires » et aux soutiens directs à des dirigeants fantoches ou putschistes, la Françafrique a mis en œuvre les élections rapides pour légitimer son poulain. Cette stratégie se traduit par la mise à leur disposition des technologies appropriées pour conduire des élections, dont les logiciels pour l'informatisation des listes et des résultats, les services de télécommunications, les experts en la matière et des observateurs. Ces derniers sont connus dont entre autres, la Francophonie qui a déjà exprimé sa disponibilité à accompagner le processus électoral. Serait-ce le plan B ou la solution de rechange évoquée par Andry Rajoelina au cas où Pretoria échoue ? Dans ce cas, qu'ils y restent tous jusqu'à ce qu'ils trouvent la solution qu'ils doivent ensemble mettre en œuvre car le peuple ne peut plus être l'otage d'un « unilatéralisme » fut-il transitoire.